

Ferñent

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

fernentbirane@gmail.com - Blog : <http://fernent.blog4ever.com/articles> -

facebook : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100019974576768> -

<https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBiranje>

1^{er} MAI 2026

LES BASES SYNDICALES DOIVENT REPRENDRE LEURS SYNDICATS EN MAIN !

Les grèves et actions se multiplient dans plusieurs secteurs : transports, enseignements, santé, greffiers, travailleurs temporaires, stagiaires, cheminots, etc.

À la tête des centrales syndicales, des bureaucrates perchés à la tête des Centrales surfent sur l'impatience légitime des travailleurs confrontés à de profondes difficultés sociales dont les racines remontent à 60 années de système néocolonial, aggravées par les 12 années de gouvernance de l'APR/BBY.

Dans le même temps, les puissances impérialistes, le FMI, la Banque mondiale et les agences de notation exercent une pression accrue sur le nouveau pouvoir souverainiste, notamment à travers la question de la dette et leurs exigences de « restructuration » aux conséquences prédatrices.

Face à cette pression, le pouvoir souverainiste a engagé plusieurs mesures : baisse de certains prix, mobilisation accrue des recettes fiscales, suppression d'exonérations injustifiées, renégociation de conventions spoliatrices, mobilisation de l'épargne nationale et de la diaspora, diversification des investissements étrangers, etc.

Ces efforts visent à éviter la faillite héritée de la gestion l'APR/BBY, sanctionnée par le vote de plus de 54% des citoyens et confirmée par les résultats des élections législatives en attendant les échéances locales à venir.

Pour rompre avec les pratiques du passé et court-circuiter des bureaucraties syndicales longtemps compromises avec les pouvoirs néocoloniaux, les autorités actuelles - gouvernements, directeurs généraux, présidents de conseils d'administration, députés - doivent faire preuve d'exemplarité. Le triptyque « Jub, Jubal, Jubanti » doit se traduire par une lutte effective, transparente et sans concession à la corruption et au service exclusif des travailleurs et du peuple.

L'aristocratie syndicale a brillé par son absence face aux répressions sanglantes qui ont causé des dizaines de morts, des tortures, des exils et des milliers d'emprisonnements. Sous le régime autocratique de l'APR/BBY, nombre de dirigeants syndicaux, transformés en agents d'ONG, se sont enfermés dans des logiques affairistes et opportunistes, observant un silence coupable.

Pendant ce temps, les travailleurs et les bases syndicales luttèrent seuls contre les détournements massifs de deniers publics, les salaires impayés par des employeurs indécents,



CE QUE LES ENSEIGNANTS ONT DEMANDÉ vs CE QUE LE GOUVERNEMENT A ACCEPTÉ / RENVOYÉ / NON RETENU		
CE QUI ÉTAIT DEMANDÉ	CE QUE LE GOUVERNEMENT A ACCEPTÉ	CE QUE LE GOUVERNEMENT A RENVOYÉ
- Retraite à 65 ans - Apurement des arriérés - Accélération des carrières - Indemnités exams, concours, rappels - Logement & parcelles - Accélération fin des abris provisoires - Correction de la surimposition - Reclassement instituteurs en B2 - Défiscalisation totale	- Retraite à 65 ans avec guichet unique appliquant le décret n°2026-65 - Apurement des arriérés - Guichet unique Enseignants CRPE (juin 2026) - Digitalisation des processus & Guichet unique (fin mai 2026) - Indemnités versées (Bac, CRPE...) - Programme de logements & parcelles enseignants - Comité ad hoc sur la surimposition (correction primes fin mai 2026) - Révision indemnité logement IA (inspecteurs d'académie) fin 2026	- Comité ad hoc sur la fiscalité (fin mai 2026) - Étude pour préserver l'équilibre des corps (instituteurs B2 → autres) CE QUE LE GOUVERNEMENT N'A PAS RETENU × Défiscalisation totale
Accepted Renvoyé Non retenu		

Momar Assane

ou encore contre le non respect de décisions de justice favorables aux travailleurs, y compris par l'État lui-même. Cette situation a laissé au pouvoir actuel un lourd passif social, qui ne peut être résorbé que progressivement.

La bourgeoisie bureaucratique d'État néocolonial a, quant à elle, dilapidé les ressources publiques, aggravé l'endettement du pays et bradé les richesses nationales sous l'influence du FMI et de la Banque Mondiale au profit des entreprises impérialistes.

La patience légitimement demandée aux classes laborieuses et au peuple ne peut être entendue que si les dirigeants montrent l'exemple. Les politiques publiques doivent s'inscrire clairement dans la « rupture » et la « transformation systémique » promise, en répondant concrètement aux revendications sociales : « nous n'acceptons de nous serrer la ceinture que si ceux qui nous gouvernent en font de même et consacrent les ressources disponibles à l'amélioration de nos conditions de vie et de travail ».

C'est dans ce cadre qu'il convient d'interpréter la signature récente de protocoles d'accord entre l'État et certains syndicats, tandis que d'autres agitent la menace d'une grève générale qu'ils n'avaient pas envisagé lors des répressions meurtrières contre le peuple, notamment contre une jeunesse mobilisée face à l'autocratie de l'APR/BBY.

Un test majeur demeure l'exigence de justice. La reddition des comptes pour les crimes de sang, les crimes économiques et la dette dissimulée doit être engagée, notamment par la saisine de la Haute Cour de Justice afin que les responsables répondent de leurs délits. Le chemin vers la souveraineté nationale face au néocolonialisme est semé d'obstacles.

Mais l'espoir exigeant du monde du travail pour une vie meilleure constitue une force essentielle contre toute tentative de retour en arrière vers des logiques de dépendance et de domination dans l'enclos françafricain, eurafricain et usafricain après tous les sacrifices endurés par le monde du travail et le peuple.

Reprendre les syndicats en main par les travailleurs eux-mêmes est une condition essentielle pour construire un Sénégal souverain, dans une Afrique libre, solidaire et unie.

1er Mai 2026

Hommage à nos défunts camarades qui ont fait la gloire du syndicalisme sénégalais en consacrant leur vie à la défense des intérêts de la classe ouvrière en particulier et des classes laborieuses, donc du peuple en général : Cyriaque Diatta et Adama Kane CSS, Badiane Gueye NSTS, Amagore Ndoeye Amerger, Ibrahima Sarr, Djiby seck et Alioune Sène Régie Chemin de fer, Iba Ndiaye Ndiadji, Tidiane Diatta Biscuiterie, Bassirou Sarr Imprimerie Nationale, Birane Gaye PTT, Madjiguène Cissé et Assane Samb, Sans Papiers en lutte en France.

DES VIES AU SERVICE DES CLASSES LABORIEUSES ET DU PEUPLE **Madjiguène Cissé, Badiane Guéye, Adama Kane, Assane Samb, Cyriaque Diatta, Birane Gaye**

